

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MICHEL HUBER

Chronique de démographie. Commission de la dépopulation

Journal de la société statistique de Paris, tome 54 (1913), p. 164-169

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1913__54__164_0

© Société de statistique de Paris, 1913, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VI

CHRONIQUE DE DÉMOGRAPHIE

COMMISSION DE LA DÉPOPULATION

La commission, dont nous annonçons la création dans une récente chronique, a été instituée par un décret du 5 novembre 1912. D'après l'exposé des motifs, elle serait divisée en cinq sous-commissions.

En premier lieu, une sous-commission administrative et juridique s'occuperait notamment des mesures destinées à faciliter la naturalisation, de la simplification des formalités qui entourent le mariage, des avantages à accorder aux pères de famille dans les administrations publiques; elle aurait à connaître également de la question de la répression de l'infanticide, de l'avortement volontaire et provoqué et de la propagande néomalthusienne.

Une sous-commission militaire rechercherait les conséquences de l'abaissement de la natalité sur les recrutements et sur l'organisation militaire; elle examinerait tous les moyens susceptibles de maintenir les contingents à la hauteur des besoins.

Une sous-commission sociale se consacrerait à l'étude des causes sociales de la dépopulation, notamment la mortalité infantile, le surmenage des femmes enceintes, le défaut d'hygiène générale. Elle rechercherait les mesures à prendre pour perfectionner la puériculture, pour combattre l'alcoolisme et la tuberculose, pour assurer le repos avant et après les couches, faciliter l'allaitement maternel, organiser l'assurance, développer l'hygiène, améliorer les conditions de logement des familles nombreuses, etc.

Une sous-commission fiscale aurait pour tâche d'étudier les mesures fiscales ou financières à prendre pour aider les familles chargées d'enfants et encourager la natalité ; répartition de l'impôt direct ou successoral afin d'assurer des dégrèvements aux familles nombreuses ; primes à la naissance à partir d'un nombre déterminé d'enfants, assistance aux familles nombreuses et nécessiteuses, etc.

Enfin, une sous-commission centrale aurait à suivre, puis à résumer et à coordonner, dans un rapport d'ensemble, les travaux de ces sous-commissions. Prenant pour base les propositions de ces dernières, elle déterminerait le programme méthodique des mesures défensives, elle classerait ces mesures d'après leur degré d'urgence et d'importance, suivant qu'elles lui paraîtraient ou immédiatement indispensables, ou nécessaires, ou simplement utiles.

Elle aurait en outre à évaluer les conséquences financières de ces mesures, à rechercher les voies et moyens pour faire face aux dépenses et en prévoir la répartition sur un nombre déterminé d'exercices.

Par un arrêté du 12 novembre, M. le ministre des Finances a désigné les membres de la commission ; la liste comprend environ 300 personnes, dont 48 sénateurs et 76 députés, des membres du Conseil d'État, de la Cour de cassation et de la Cour des Comptes, des membres de l'Institut, de hauts fonctionnaires des ministères et des administrations publiques, des professeurs, médecins, avocats, publicistes, etc. Le même arrêté désigne M. A. Ribot, comme président de la sous-commission centrale ; M. J. Caillaux, comme président de la sous-commission fiscale ; M. Bienvenu-Martin, comme président de la sous-commission administrative et juridique ; M. G. Cochery, comme président de la sous-commission militaire ; M. Jonnart, comme président de la sous-commission sociale. Ce dernier a été ultérieurement remplacé par M. Paul Strauss.

La commission a tenu sa première séance le 23 novembre 1912, dans l'ancienne salle de la Cour des Comptes, au Palais-Royal. Après un discours de M. Klotz, ministre des Finances, la commission a arrêté sa méthode de travail et les sous-commissions, entre lesquelles les membres de la commission ont été répartis selon leurs préférences, se sont immédiatement réunies.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'EUGÉNIQUE

Les Français qui se sont rendus au premier Congrès international eugénique de Londres (1), en juillet 1912, ont été unanimes à déplorer l'absence dans leur pays d'une organisation analogue à l'*Eugenics Education Society* de Londres, à la section d'eugénique de l'*American Breeders Association*, à la Société allemande pour l'hygiène de la race, etc. Sur l'initiative de M. Lucien March et sous la présidence de M. Edmond Perrier, directeur du Muséum d'histoire naturelle, ils se sont réunis en vue de fonder une société française pour l'étude des questions relatives à l'amélioration des générations à venir.

Une réunion préparatoire a été tenue le 22 décembre 1911 dans le grand amphithéâtre de la Faculté de Médecine, sous la présidence de M. Edmond Perrier, qu'assistaient M. Paul Doumer, M. le doyen Landouzy et M. le professeur Pinard. Un projet de statuts a été présenté ; une réunion pour la constitution définitive de la société a eu lieu le 29 janvier 1912.

Les adhésions à la *Société française d'Eugénique* sont reçues par le secrétaire général, M. le Dr Apert, 14, rue Marignan, Paris.

(1) *Journal de la Société de Statistique*, janvier 1912, p. 50.

L'ASSISTANCE MATERNELLE EN FRANCE

Le crédit spécial ouvert au budget du ministère de l'Intérieur pour subvention aux œuvres d'assistance maternelle et de protection des enfants du premier âge, qui était de 500.000 francs en 1910, de 600.000 francs en 1911 a été porté, pour 1912, à 700.000 francs en vue de subventionner les œuvres qui assistent les mères dont les maris font partie de l'armée active.

Le rapport du ministre de l'Intérieur résumant les travaux de la commission chargée de répartir les subventions a été inséré au *Journal officiel* du 16 janvier 1912, ainsi que la liste des sociétés bénéficiaires et les sommes touchées par chacune d'elles. Le crédit total a été ainsi réparti :

Œuvres d'assistance maternelle et de protection des enfants du premier âge (mutualités maternelles, consultations de nourrissons, gouttes de lait, dispensaires, etc.)	510.440 ^f
Sociétés de secours mutuels allouant des indemnités d'accouchement	26.310
Crèches municipales ou privées	127.580
Communes allouant des secours en argent aux mères indigentes pendant le mois qui suit l'accouchement.	15.100
Œuvres d'assistance maternelle venant en aide aux familles de soldats mariés de l'armée active.	20.570
Total	700.000 ^f

En ce qui concerne les sociétés de secours mutuels, on a appliqué en 1912 l'accord intervenu entre les ministères du Travail et de l'Intérieur. Antérieurement, ces sociétés recevaient du ministère du Travail une subvention complémentaire lorsqu'elles assuraient aux mères au moins quatre semaines de repos après l'accouchement; la subvention était payée par le ministère de l'Intérieur lorsque le repos assuré était inférieur à quatre semaines. A partir de 1912, toutes les demandes de subvention de maternité émanant de sociétés de secours mutuels sont examinées par le ministère de l'Intérieur et prélevées sur le présent crédit.

Les œuvres consacrant exclusivement leurs efforts à l'assistance des mères dont les maris sont appelés dans l'armée active sont en très petit nombre (23); parmi les autres œuvres, il n'en est aussi qu'un très petit nombre qui aient pu fournir l'état exact des dépenses affectées spécialement par elles à cet objet. Aussi la commission, tout en tenant compte, partout où elle a pu les constater, des efforts accomplis en faveur de ces mères, dont la situation est si digne de sympathie, n'a-t-elle pu répartir qu'une somme de 20.570 francs.

(Voir la répartition des crédits de 1911 et 1910 dans le *Journal de la Société de Statistique de Paris*, de juillet 1912 et d'avril 1911.)

LES ENFANTS ANORMAUX OU ARRIÉRÉS

Les récentes communications de M. le D^r Raoul Dupuy à l'Académie des Sciences de Paris et au Congrès eugénique de Londres ont attiré l'attention sur les enfants arriérés.

Les données statistiques que l'on possède sur cette question sont assez rares; cependant la Suisse a procédé à une enquête générale sur ce sujet en 1897. Sur 484 442 enfants de 7 à 14 ans, 7.667 ont été indiqués comme atteints de faiblesse d'esprit. Depuis 1899, l'*Annuaire statistique suisse* publie chaque année les résultats de l'examen médical auquel sont soumis, dans un certain nombre de cantons suisses, les enfants atteignant l'âge de scolarité. Nous croyons intéressant de reproduire ici un résumé de ces chiffres.

Résultats de l'examen médical des enfants arrivant en âge de scolarité dans un certain nombre de cantons suisses

	1910			1900
	19 cantons			17 cantons
	Total	Garçons	Filles	
Idiots	31	15	16	39
Faibles d'esprit à un léger degré	405	251	154	740
Faibles d'esprit à un degré plus prononcé.	121	67	54	171
Atteints d'anomalie de l'ouïe	783	429	354	959
Atteints d'anomalie de la parole.	754	479	275	820
Atteints d'anomalie de la vue.	2.678	1 168	1.510	3.510
Atteints d'affections nerveuses	49	23	26	61
Atteints d'autres affections physiques.	2.680	1.393	1.287	1.060
Moralement négligés	43	19	24	33
Total des enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales.	7.544	3.844	3.700	7.393
Total des enfants examinés.	66.351	33.370	32.981	54.282
Proportions pour 100 enfants examinés.	11,4	11,5	11,2	13,6

LA NAISSANCE D'UNE CAPITALE

Le *Commonwealth of Australia* sera prochainement doté d'une nouvelle capitale. D'après l'article 125 de la Constitution de 1900, le siège du gouvernement du Commonwealth, provisoirement établi à Melbourne, devait être transféré ultérieurement dans un territoire fédéral d'au moins 100 milles carrés, dont l'emplacement serait choisi dans la Nouvelle-Galles du Sud. La commission, chargée de déterminer cet emplacement, ne reçut pas moins de 40 propositions différentes; elle visita 23 des sites proposés. Après de longs pourparlers, un territoire d'environ 900 milles carrés fut définitivement choisi dans le district de Yass-Canberra (Nouvelle-Galles du Sud). Le *Seat Government Act 1908*, par lequel ce choix fut ratifié, stipulait en outre que le territoire fédéral devrait avoir un accès à la mer.

L'acquisition du territoire par le Commonwealth nécessita de nouvelles négociations entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud. Par un arrangement signé le 18 octobre 1909, l'État de Nouvelle-Galles du Sud accordait au gouvernement fédéral le droit de construire un chemin de fer entre le territoire fédéral et Jervis Bay, choisie comme point d'accès à la mer.

Enfin, le 5 décembre 1910, une proclamation du gouverneur général investissait le Commonwealth de la propriété du district fédéral à partir du 1^{er} janvier 1911.

Le district fédéral de Canberra est situé à 204 milles de Sydney, 429 milles de Melbourne, à 123 milles de Jervis Bay; sa superficie est d'environ 900 milles carrés. Le site choisi pour la capitale fédérale occupe 12 milles carrés sur les bords de la Molonglo River. Au recensement du 3 avril 1911, la population du district fédéral comprenait 1.714 habitants, dont 992 hommes et 722 femmes.

Les travaux d'aménagement vont bientôt succéder aux levés topographiques presque entièrement achevés; ces travaux seront effectués dans l'ordre suivant : *Première période* : construction des routes et ponts, du chemin de fer de jonction à la ligne Goulburn-Cooma; installation de fours à chaux, briqueteries, etc. — *Deuxième période* : travaux hydrauliques hors de la cité fédérale : distribution d'eau, égouts, travaux de drainage; pont du chemin de fer sur la Molonglo River. — *Troisième période* : Travaux d'ingénieur dans la future cité fédérale : égouts de rues, usine pour la distribution de la force motrice, réservoirs. — *Quatrième période* : Construction des édifices publics, du palais du Parlement, achèvement des rues de la ville, etc.

En 1911, le gouvernement fédéral a mis au concours le plan de la future capitale; 149 projets ont été présentés. Aux trois projets couronnés, ceux de MM. Guffin, de Chicago; Saarinen, d'Helsingfors et Agache, de Paris, ont été attribuées respectivement des primes de 1.750, 750 et 500 livres sterling.

Le projet de M. Guffin prévoit une ville de 75.000 habitants, autour des trois centres

principaux des affaires gouvernementales, municipales et commerciales sont harmonieusement groupés les quartiers mondains, les usines et les quartiers ouvriers dans la banlieue. De larges avenues plantées d'arbres rayonnent en étoile autour d'une place centrale; le palais du gouvernement occupe une colline isolée, entourée d'un parc en gradins.

TABLES DE MORTALITÉ POUR LA SUÈDE (1901-1910)

Dans une récente brochure, le Bureau central de Statistique de la Suède a publié la table de mortalité calculée pour la population totale de ce pays d'après les décès enregistrés de 1901 à 1910 et les recensements des 31 décembre 1901 et 1910. Cette table est rapprochée de celles qui ont été antérieurement établies pour la période 1816-1840 et les décades successives 1841-1850, etc., jusqu'à 1891-1900. Nous en extrayons les chiffres ci-dessous qui permettent de se rendre compte de la diminution de la mortalité en Suède de 1816 à 1910 :

SUÈDE. — Nombre de survivants pour 100.000 nés vivants

	Sexe masculin				Sexe féminin			
	1816-1840	1841-1850	1871-1880	1901-1910	1816-1840	1841-1850	1871-1880	1901-1910
1 an . . .	82.030	83.475	85.941	90.745	84.510	85.945	88.072	92.414
20 ans. . .	67.180	69.270	71.069	81.671	70.120	72.352	73.283	83.064
40 — . . .	54.190	57.478	60.605	71.925	58.960	62.416	63.819	73.519
60 — . . .	32.780	36.443	44.002	56.568	40.890	45.242	49.848	60.426
80 — . . .	5.400	6.297	10.940	19.357	8.590	9.968	15.364	23.720

TABLE DE MORTALITÉ DES JAPONAIS (1899-1903)

Le Bureau de la Statistique générale, du Cabinet impérial du Japon, que dirige M. N. Hanabusa a publié récemment une table de mortalité de la population japonaise dressée par M. T. Yano. Cette table était annexée au mouvement de la population pendant la XLII^e année de Meiji (1909); nous en extrayons les chiffres suivants :

JAPON. — Nombre de survivants pour 100.000 nés vivants

	Sexe masculin	Sexe féminin
1 an.	84.314	85.908
10 ans.	74.891	76.245
20 —	71.310	71.652
30 —	65.596	64.874
40 —	60.101	58.308
50 —	52.629	51.794
60 —	41.160	42.998
70 —	24.519	28.745
80 —	7.964	11.106
90 —	631	1.148
100 —	1	3

RECENSEMENT DU PORTUGAL

D'après les résultats du recensement du 1^{er} décembre 1911, la population totale du territoire continental et des îles voisines (Açores et Madère) comprend 5.975.000 habitants, dont 2.835.000 hommes et 3.140.000 femmes. Les chiffres ci-après permettent d'apprécier la progression depuis une cinquantaine d'années :

	Population totale	Hommes	Femmes
1864.	4.188.410	2.005.540	2.182.870
1878.	4.550.699	2.175.829	2.374.870
1890.	5.049.729	2.430.339	2.619.390
1900.	5.423.132	2.591.600	2.831.532
1911.	5.975.000	2.835.000	3.140.000

La population de Lisbonne était, en 1911, de 436.434 habitants, celle de Porto de 194.064 habitants.

LA POPULATION DE LA CORÉE

D'après une communication du consul de France à Séoul, une publication récente en langue japonaise intitulée : « Recueil de renseignements statistiques concernant le gouvernement général de Chosen, 1^{re} année du règne de l'empereur Taisho » a fait connaître la statistique détaillée, par provinces, de la population de la Corée.

La population totale comprend 14.055.869 habitants, dont 13.832.376 Coréens, 210.689 Japonais, 11.837 Chinois et 967 autres étrangers. Voici la répartition, par sexe, des Coréens et Japonais :

	Hommes	Femmes
Coréens	7.271.526	6.560.850
Japonais	114.759	95.930

Les 967 étrangers autres que les Chinois comprennent :

568 Américains	26 Russes
183 Anglais	12 Norvégiens
100 Français	8 Turcs
49 Allemands	21 autres étrangers

MOUVEMENT DE LA POPULATION DE LA FRANCE PENDANT LE PREMIER SEMESTRE 1912

Le Service de la Statistique générale de la France a publié, dans le *Journal officiel* du 14 novembre 1912, les résultats provisoires du mouvement de la population de la France, par département et par arrondissement, pendant les six premiers mois de 1912. Voici les chiffres d'ensemble pour la France entière, comparés à ceux des premiers semestres des deux années précédentes :

	Premier semestre		
	1912	1911	1910
Mariages	159.861	153.931	156.761
Divorces	6.932	6.374	6.303
Naissances d'enfants déclarés vivants	378.807	385.999	399.669
Mort-nés et enfants morts avant la déclaration	17.540	17.770	18.782
Décès	364.635	404.278	378.480
Excédents de naissances (+) ou de décès (-)	+ 14.172	- 18.279	+ 21.189

Au lieu de l'excédent de décès enregistré pendant les six premiers mois de 1911, le 1^{er} semestre 1912 fournit un léger excédent de 14.172 naissances. La natalité a cependant été un peu moins considérable : 378.807 enfants nés vivants de janvier à juillet 1912 au lieu de 385.999 pendant la période correspondante de 1911. Mais la mortalité a été sensiblement moins élevée : 364.635 décès au lieu de 404.278. Le nombre des mariages accuse une assez notable augmentation, ainsi que celui des divorces.

Michel HUBER.